

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Crack-2008Lutte-des-classes-a-Wall-Street>

Crack 2008Lutte des classes à Wall Street.

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 17 novembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Slavoj Zizek *

[Le Monde](#). Paris, le 13 novembre 2008.

[Leer en español](#)

La première chose qui saute aux yeux lorsqu'on observe les réactions actuelles à l'effondrement financier, c'est que... personne ne sait vraiment ce qu'il faut faire. Cela provient du fait que l'incertitude fait partie du jeu ; la manière dont le marché va réagir dépend non seulement de la confiance que les acteurs accorderont aux interventions gouvernementales, mais aussi, et plus encore, du degré de confiance qu'ils pensent pouvoir prêter aux autres acteurs : on ne peut prendre en compte les effets de ses propres interventions. Nous sommes ainsi contraints de faire des choix sans disposer du savoir qui nous permettrait de faire un choix éclairé, ou, comme le dit John Gray : "Nous sommes contraints de vivre comme si nous étions libres."

Mais puisqu'on ne cesse de nous répéter que la confiance et la croyance sont déterminantes, nous devrions aussi nous demander dans quelle mesure le fait que l'administration étasunienne ait, dans la panique, rehaussé les enjeux, n'a pas aggravé le danger qu'elle tente de conjurer. Il est aisé de remarquer la similarité du langage utilisé par le président Bush dans son allocution au peuple américain après le 11-Septembre et dans celle qui a suivi l'effondrement financier : on dirait deux versions du même discours.

En ces deux occasions, il a évoqué la menace qui pesait sur l'"*American way of life*" lui-même et la nécessité de réagir de manière rapide et décisive afin d'y faire face. A deux reprises, il en a appelé à l'abandon provisoire des valeurs américaines (les garanties concernant les libertés individuelles, le capitalisme de marché) pour sauver ces mêmes valeurs. Ce paradoxe est-il inévitable ?

La pression visant "à faire quelque chose" s'apparente ici à la compulsion superstitieuse à faire un geste lorsque nous observons un processus sur lequel nous n'avons aucune influence véritable. Il arrive aussi parfois que nous agissions pour ne pas avoir à parler et à penser à ce que nous faisons. Par exemple, pour répondre rapidement à un problème, en débloquant 700 milliards de dollars au lieu de se demander comment il est apparu.

Revenons au 15 juillet dernier, quand le sénateur républicain Jim Bunning attaquait le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Ben Bernanke, en affirmant que sa proposition prouvait que "le socialisme est bel et bien vivant en Amérique" : "La Fed veut désormais être le régulateur de risque systémique. Mais la Fed est le risque systémique. Accroître le pouvoir de la Fed revient à donner au gamin qui a brisé votre fenêtre en jouant au base-ball dans la rue une batte plus grande, et à considérer que cela résoudra le problème."

Bunning a été le premier à exposer publiquement les grandes lignes du raisonnement justifiant la révolte du Parti républicain contre le plan de sauvetage fédéral. Ce raisonnement mérite que nous y regardions de plus près. Nous pouvons ainsi remarquer que la résistance au plan de sauvetage a été formulée en termes de "lutte des classes" : la Bourse, Wall Street, contre la rue, Main Street. Pourquoi devrions-nous aider les responsables de la crise ("Wall Street"), et laisser les simples emprunteurs (dans "Main Street") payer le prix fort ? N'est-ce pas là un parfait exemple de ce que la théorie économique appelle le "risque moral" ? Ce dernier se définit comme "le risque que quelqu'un agisse de manière immorale parce qu'il se sait protégé par les assurances, les lois ou d'autres institutions contre les préjudices que son comportement pourrait sinon engendrer". Autrement dit, si je suis assuré contre les incendies, je prendrai moins de précautions contre le feu (ou, à l'extrême, je mettrai même le feu aux bâtiments que j'ai assurés mais qui génèrent des pertes). La même chose vaut pour les grandes banques : ne sont-elles pas protégées contre les grosses pertes tout en étant capables de conserver leurs profits ? Nous ne serons pas surpris d'apprendre que Michael Moore a déjà écrit une lettre publique dans laquelle il dénonce le plan de sauvetage comme

le pillage du siècle. Ce chevauchement inattendu de la gauche et des républicains conservateurs devrait nous donner matière à penser.

Ils ont en commun leur mépris pour les grands spéculateurs et PDG qui tirent profit des décisions hasardeuses mais sont protégés des faillites par les parachutes dorés. N'en va-t-il pas de même pour la faillite d'Enron en janvier 2002, que l'on peut interpréter comme une sorte de commentaire ironique sur l'idée de société du risque ? Les milliers de salariés qui ont perdu leur emploi et leurs économies ont été assurément exposés à un risque, mais sans avoir vraiment d'autre choix. Ceux qui, au contraire, avaient non seulement une réelle connaissance des risques, mais aussi la possibilité d'intervenir dans la situation (les dirigeants), ont minimisé leurs risques en encaissant leurs actions et leurs options avant la faillite. S'il est donc vrai que nous vivons dans une société de choix risqués, certains (les patrons de Wall Street) opèrent les choix, tandis que les autres (les gens ordinaires payant des hypothèques) assument les risques...

Donc le plan de sauvetage est-il réellement une mesure "socialiste", l'aube du socialisme d'Etat aux Etats-Unis ? Si tel est le cas, c'est en un sens bien singulier : une mesure "socialiste" dont le but premier n'est pas de venir en aide aux pauvres, mais aux riches, non pas à ceux qui empruntent, mais à ceux qui prêtent. L'ironie suprême réside ainsi dans le fait que la "socialisation" du système bancaire est acceptable lorsqu'elle sert à sauver le capitalisme : le socialisme est néfaste - sauf lorsqu'il permet de stabiliser le capitalisme.

Et si, cependant, un "risque moral" était inscrit dans la structure fondamentale même du capitalisme ? Autrement dit, le problème résulte du fait qu'il est impossible de les séparer : dans le système capitaliste, le bien-être dans Main Street est subordonné à la prospérité de Wall Street. Ainsi, alors que les populistes républicains qui s'opposent au plan de sauvetage agissent mal pour de bonnes raisons, les partisans du renflouement agissent bien pour de mauvaises raisons. Pour le dire dans les termes plus raffinés de la logique propositionnelle, leur relation est non transitive : bien que ce qui est bon pour Wall Street ne le soit pas nécessairement pour Main Street, Main Street ne peut prospérer si Wall Street va mal. Et cette asymétrie donne un avantage a priori à Wall Street.

Tout cela montre clairement qu'il n'existe pas de marché neutre : dans chaque situation particulière, les coordonnées de l'interaction marchande sont toujours régulées par les décisions politiques. Le vrai dilemme n'est donc pas de savoir si l'Etat doit intervenir ou pas, mais sous quelle forme il doit le faire. Et nous sommes ici confrontés à la politique véritable : la lutte pour définir les coordonnées "apolitiques" fondamentales de nos vies. Tous les problèmes politiques sont en un sens non partisans, ils se rapportent à la question : "Quelle est la nature de notre pays ?"

Ainsi, c'est précisément le débat sur le plan de sauvetage qui constitue un vrai problème politique concernant les décisions à prendre sur les éléments fondamentaux de notre vie sociale et économique, allant même jusqu'à mobiliser le fantôme de la lutte des classes (Wall Street ou les créanciers hypothécaires ? Intervention de l'Etat ou pas ?) Nous ne trouverons aucune position éclairée "objective" qu'il nous suffirait simplement d'appliquer ici ; nous devons prendre parti politiquement.

Quelle est la solution ? Le grand philosophe idéaliste allemand Emmanuel Kant répondit à la devise conservatrice : "Ne pensez pas, obéissez !", non pas par "N'obéissez pas, pensez !", mais par "Obéissez, mais pensez !" Lorsque nous sommes soumis à un chantage tel que le plan de sauvetage, nous devons garder à l'esprit qu'il s'agit d'un chantage, et nous efforcer alors de résister à la tentation populiste de donner expression à notre colère et ainsi de nous asséner des coups. Au lieu de céder à une telle expression impuissante, nous devrions maîtriser notre colère pour la transformer en une ferme résolution de penser, de réfléchir d'une manière réellement radicale, de se demander quelle est cette société que nous sommes en train de quitter qui rend possible ce genre de chantage.

► **Traduit de l'anglais par** : Christine Vivier.

* **Slavoj Zizek** est philosophe.